



Avril 2011 - n°6

## Edito

### Dans ce numéro :

<b>Expressions, impressions :</b>	
La solidarité en Jeu	2
<b>Zoom :</b>	3
CFPE	4
Avenir en Héritage	5
Cité Francophone	5
AFFAC 17	6
Planète Urgence	8
Les Cigales	
<b>Voir pour Savoir :</b>	
La caravane solidaire	8
Voyage au coeur d'un bidonville	9
<b>Dossier :</b>	
Zimbabwe : quel bilan après 30 ans d'indépendance ?	10
<b>S'engager :</b>	
Les acteurs rochelais	14
<b>Agenda</b>	16

Aux représentant(e)s des associations de solidarité internationale,

Lors des discussions dans le cadre des réunions-bilan consécutives à l'édition 2010 de la Semaine de Solidarité Internationale, les participants ont émis le souhait de modifier l'organisation calendaire mais aussi thématique de la prochaine édition.

La nécessité de mieux cibler le public, en proposant moins de conférences, sur un nombre de jours plus réduit, est un des éléments récurrents, partagé par tous les participants aux réunions bilan.

Le travail de réflexion est encore en cours bien entendu et implique que les différentes sensibilités de chacun s'expriment quand à :

- l'identification éventuelle d'un thème, sorte de fil rouge entre deux SSI,
- l'organisation logistique de la future SSI,
- les moyens à mettre en œuvre pendant l'année pour obtenir une plus grande participation du public mais aussi pour proposer des «projets» de réflexion sur la thématique choisie (par exemple le partenariat pour le développement) aux jeunes (écoles, collèges, lycées, etc) et moins jeunes (bénévoles, maisons de retraite).

Il est apparu également un certain manque d'informations sur les activités et objectifs de chacun et il est proposé aux associations de Solidarité Internationale de se réunir le :

**JEUDI 12 MAI 2011 :**  
**salle Clos Margat**  
**42 rue du Margat**  
**La Rochelle**  
**de 17 h à 21 h**

Pour que chacun présente son association et ses actions, en dix minutes maximum.

Cette proposition s'inscrit dans le souhait de la Ville de La Rochelle d'impliquer d'avantage les associations dans l'organisation de la SSI qui devrait être portée par la société civile avec l'appui de la collectivité locale.

A ce titre une réflexion sur un collectif mériterait sans doute d'être conduite pour que la maîtrise d'ouvrage d'un tel événement revienne réellement à la société civile.

Nous vous attendons nombreux. Merci de répondre au 05 46 51 53 67 pour confirmer votre participation.

La rédaction

### SOLIDAROCHELLE

CDIJ - 2, rue des Gentilshommes - BP 1005  
17087 LA ROCHELLE cedex 02  
Tél. : 05 46 41 16 36 - Fax : 05 46 41 50 35  
@mail : cdij17@yahoo.fr  
www.infojeunesse17.com  
Edité par le CDIJ de La Rochelle  
Directeur de la Publication : Christian Poinot  
Responsable de la rédaction : Catherine Dupuy  
Impression : Ville de La Rochelle (200 exemplaires)



**Avec la participation de :** Myriam Beinier, Patrick Bernard, Gérard Demay, Matthieu Démoulin, Gérard Henno, Laurent Lefevre, Jean-Christophe Pauget, Marie-Laure Philbert, Danièle Ribarbière.

**Crédits Photos :** Avenir en Héritage, C.I.E.L.O, Cité Francophone, CFPE, Planète Urgence, Kurioz, WEO.

Les articles publiés dans ce bulletin inter-associatif le sont sous la seule responsabilité de leurs auteurs et des associations qu'ils représentent.



## La Solidarité en Jeu

L'ONG française C.I.E.LO dont le siège est à La Rochelle crée depuis 15 ans des ludothèques dans des quartiers défavorisés de pays en développement. Ces « bibliothèques de jeux » ont déjà fait le bonheur de plus de 46 000 personnes dont une grande majorité d'enfants, notamment dans des pays touchés par la guerre comme en Colombie, au Liban, en Côte d'Ivoire et au Congo-Kinshasa.



### « Le jeu n'est point un amusement d'homme riche... »

« ... il est la ressource d'un désœuvré » disait Jean-Jacques Rousseau et ce n'est pas Byron qui le contredira. Du haut de ses 13 ans, Byron fait partie de ces 3 millions de colombiens qui ont dû fuir leurs terres à cause de la guerre et se réfugier en ville : « C'est une nouvelle façon de s'amuser. Et, au moins, on ne traîne pas dans la rue comme des vagabonds. En plus, l'entrée est pas chère avec tous les jeux qu'on peut utiliser ». Orfelina Ruda, la présidente du comité qui regroupe les réfugiés de son quartier se mêle à la discussion et ajoute : « Les enfants de nos quartiers n'ont pas accès à des endroits où s'amuser. Les logements sont très précaires ici. Alors, ils viennent à la ludothèque pour se distraire et, en plus, ils apprennent en jouant. L'impact est très positif ». Dans un autre quartier de cette même ville de Montería, située à une heure en avion au nord de la capitale Bogotá, Luis a vécu de près le conflit armé qui touche son pays : « Un jour quand j'étais encore écolier, un commando de la guérilla des FARC a pris tous les élèves en otage pendant toute une journée pour exiger du gouvernement la libération de camarades emprisonnés. Cela s'est heureusement bien terminé mais vous ima-

ginez le traumatisme ! ». Aujourd'hui, à 23 ans, Luis est l'un des ludothécaires de C.I.E.LO en Colombie et il est bien placé pour observer : « Avant, les enfants qui vivent dans le quartier ne se parlaient pas et s'ils le faisaient, c'était pour se bagarrer. Maintenant, on sent plus de camaraderie, de fraternité. Dehors, ils sont voisins. A la ludothèque, ils sont frères parce qu'ici, on fait tous partie de la même famille ».



### Une vraie école de vie créée dans le local

Actuellement, 22 ludothèques appartiennent au réseau C.I.E.LO et œuvrent en faveur de populations très diverses : celles touchées par des conflits armés mais aussi des familles affectées par des catastrophes naturelles comme après un tremblement de terre au Pérou, des

populations d'origine indienne de Bolivie, des migrants ou des sans-papiers au Liban ou des enfants originaires de l'un des 15 pays les plus pauvres du monde comme c'est le cas du Burkina Faso, du Bénin ou de la Côte d'Ivoire. Ce sont des espaces de divertissement, d'éducation par le jeu et de rencontres, au cœur même des quartiers nécessiteux. « Même si la ludothèque n'est ouverte que depuis peu, j'ai déjà observé une évolution dans le processus d'acceptation de l'autre et du respect entre les enfants. Au début certains enfants libanais du quartier refusaient de jouer avec les enfants migrants irakiens. Maintenant, ils commencent à partager leurs jeux. Des enfants présentant des troubles de l'attention réussissent également à mieux se concentrer si on prend le temps de jouer avec eux » souligne Maya El Fegholi, ludothécaire de C.I.E.LO dans le quartier Nabaa de la capitale libanaise.

Les 200 jeux qu'une ludothèque C.I.E.LO possède en moyenne sont soigneusement sélectionnés, achetés sur place, classifiés et inventoriés. Ils stimulent la curiosité, la créativité, l'imagination, les échanges, le rapprochement familial, le lien social et renforcent les capacités et les connaissances des usagers. Inoussa, 11 ans, originaire du Burkina Faso est déjà conquis : « Je suis en CE1 à l'école tout près. Depuis que la ludothèque est ouverte, j'y vais tous les jours. C'est pas cher. A la maison, surtout pendant les vacances, il n'y a rien à faire et je m'ennuie. Je viens aussi avec mes frères. Ici, il y a même des enfants qui viennent de loin. Je m'amuse vraiment bien. Je crois que j'ai joué à tous les jeux sauf ceux pour les bébés. Je joue à construire des maisons, aux petites voitures, à la corde à sauter, aux boules, au basket mais c'est le petit tableau où on peut créer des fleurs avec des pièces de couleur qui se collent que je préfère. J'apprends à classer, j'aime aussi le jeu de mémoire qui m'apprend à me souvenir et je suis sûr que tout ça va beaucoup me servir à l'école ».

Selon la méthodologie de C.I.E.LO, les jeux sont toujours utilisés sur place dans la ludothèque et le mode de prêt de ces jeux a été spécialement conçu



pour favoriser la consolidation chez les enfants et leurs parents de valeurs positives, en vue d'une plus grande convivialité : c'est moi-même qui prends le jeu et qui le rends (sens de la responsabilité), je choisis moi-même le jeu dans les étagères et c'est moi qui le replace au même endroit (autonomie), je révisé le jeu avec le ludothécaire avant et après l'avoir utilisé et j'en prends soin au risque de ne plus pouvoir l'utiliser la fois prochaine (respect du bien collectif), je ne me bagarre pas et j'entretiens de bons rapports avec tous (respect d'autrui), j'adopte un comportement honnête lors de jeux en groupe (respect des règles), je ne peux pas jouer avec plus d'un jeu à la fois sinon j'en prive les autres usagers (partage), je poursuis un but commun lors d'un jeu collectif (entraide), je cherche à gagner sans me moquer du perdant (fierté et humilité), je suis le règlement intérieur et les règles d'emprunt des jeux (discipline).

Ce qui fait dire à Eduardo Quispe, ancien président du comité de quartier de Mururata dans la ville d'El Alto en Bolivie : « Ces espaces ludiques pour enfants et adultes devraient être généralisés par les autorités locales et nationales. Compte tenu de la situation économique, les enfants de nos quartiers qui n'ont bien souvent même pas de quoi manger, en ont besoin pour leur bien-être ». Et à Omar

Hurtado, ancien maire de la commune de San Vicente de Manabí en Equateur : « Je pense que les ludothèques du réseau C.I.E.LO nous montrent un chemin pour faire encore plus dans le domaine de l'éducation et si on saisit ce genre d'opportunité, nous ouvrons une porte qui conduit à un développement intégral dans le pays ».

### Vous aussi, laissez-vous prendre au jeu !

Pour poursuivre son action, C.I.E.LO a besoin de nouveaux élans de générosité et de solidarité. Imités des ludothèques et des entreprises françaises, des mairies espagnoles ou des particuliers et participez ! En adhérant à l'association (10 € de cotisation annuelle), en envoyant un don déductible de vos impôts (à hauteur de 66% de son montant), en proposant à une ludothèque



de votre région de devenir partenaire de l'une des ludothèques du réseau, en présentant l'un de nos projets encore à la recherche de fonds à la fondation de l'entreprise dans laquelle vous travaillez, en collectant des jeux et en les vendant dans des brocantes, en organisant une manifestation au niveau local dont les recettes seront reversées à C.I.E.LO ou en rappelant à vos élus qu'en 15 ans, C.I.E.LO n'a encore reçu aucune subvention municipale ou départementale...

Patrick BERNARD  
directeur et cofondateur de l'ONG C.I.E.LO



**C.I.E.LO**

9 rue des Faures, 33000 Bordeaux  
54 Bis Rue du Lignon, 17000 La Rochelle  
cielo95@hotmail.com  
05-56-31-86-64 / 06-25-04-80-41

## Zoom

### CFPE

**Le Centre Français de Protection de l'Enfance**

### ENSEMBLE, donnons à l'enfant un avenir

Le parrainage international permet aux enfants nés dans les pays les plus pauvres du monde de se construire un avenir.

Votre filleul est nourri, soigné et scolarisé. Vous l'accompagnez dans la durée en tissant un lien durable avec lui et sa famille. Vous pouvez lui rendre visite...



Danièle Ribarbière



**CFPE**

danielranger@yahoo.fr  
06 77 90 79 64





L'association Avenir En Héritage a pour objectif de mettre en valeur des initiatives locales de développement et de construire des partenariats gagnant-gagnant où chaque acteur est responsabilisé sur ses engagements.



Qui sommes nous ?

Questions à Jean-Christophe et Sophie Pauget, fondateurs d'Avenir En Héritage

Nous avons été volontaires du progrès, au Sénégal et en Guinée, et nous ne pouvons qu'encourager à vivre la même expérience, véritable aventure humaine, très riche d'enseignements y compris après le retour en France. Le volontariat de solidarité internationale n'est pas encore suffisamment valorisé en France, au contraire des Etats-Unis où une telle expérience compte lors de l'entretien d'embauche.

Après nos deux années de mission, nous avons travaillé sur des projets en Albanie, au Rwanda, Niger, Togo, Bénin et effectué des missions en Mauritanie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Guinée Conakry, Côte d'Ivoire et aux Comores. Sans compter les voyages « sac à dos » un peu partout. Ces expériences nous ont permis de découvrir d'autres réalités. Le monde bouge, et vite...

Un important travail d'éducation au développement et à la solidarité internationale doit être réalisé en France et en Europe pour expliquer que les mutations au Sud et en Afrique particulièrement doivent faire évoluer nos pratiques et comportements. Vous pouvez nous aider à faire passer ce message.

Jean-Christophe Pauget



Avenir en Héritage

www.avenirenheritage.com  
149, rue Emile Normandin  
17000 La Rochelle  
Tel : 05 46 42 72 50  
Cel : 06 61 93 77 34 / 06 23 00 79 76  
jcpauget@avenirenheritage.com  
sopauguet@avenirenheritage.com

Notre démarche a pour fil rouge la recherche de l'AUTONOMIE, dans toutes ses dimensions et dans le cadre d'un travail sur le long terme, après un diagnostic précis, sur le terrain, de la situation de chacun de nos partenaires.

Il s'agit de Vivre ensemble les projets et d'utiliser Internet pour rapprocher les partenaires et donner une dimension nouvelle au Développement. Vous devenez co-acteurs des projets.

Nous voulons vous offrir la possibilité d'entrer directement en contact avec nos partenaires : Parrains : parlez directement avec votre filleul, le contact devient tellement plus vivant, plus humain ; Professionnels d'un secteur d'activité, échangez avec des professionnels du même secteur d'activité, partagez vos compétences et proposez un projet fédérateur pour les salariés.

Dans un souci de transparence, nous vous invitons à suivre presque en direct l'évolution de nos projets, sur les blogs que nous avons créés pour chacun de nos partenaires.

Quelles sont nos actions ?

Nous intervenons actuellement au Togo (association ANGE), au Mali (ONG Pakou), au Niger (Ecole Illimi), dans le domaine de l'Enfance en difficulté, de la promotion de la femme, de l'Éducation, de la Santé, de l'appui à l'Entreprenariat et à l'organisation des associations et ONG locales et dans le domaine de l'Environnement.

Comment nous rejoindre ?

Tout dépend de votre temps et du niveau d'implication que vous souhaitez donner à votre engagement.

Nous recherchons des volontaires pour des missions courtes ou longue (dans le cadre du service civique) ainsi que des bénévoles, en France et à l'étranger. Cette année nous allons organiser plusieurs missions au Togo : 10 jeunes sur le camp d'été de l'association ANGE du 12 au 30 juillet, deux ou trois jeunes (Humacité de Sup de Co) en août-septembre et une mission moyen terme de 8 mois dans le cadre d'un stage (IFAID Bordeaux). Nous réaliserons également en juin et juillet une étude sur les mutuelles, statut vers lequel nous souhaitons évoluer, dans le cadre d'un stage deux étudiants pour la FACO de Paris.

Si vous êtes salariés, nous pouvons vous proposer des actions dans le cadre des congés solidaires.

Et bien entendu, nous recherchons des partenaires techniques et financiers (entreprises, collectivités locales, donateurs privés) pour soutenir nos actions.

Que vous soyez un particulier, une entreprise ou une collectivité locale, nous pouvons également vous aider à construire, améliorer ou partager vos actions dans le domaine de la solidarité internationale.

L'association Cité Francophone a pour objet de promouvoir la francophonie pour mieux servir sa diversité culturelle et contribuer au rayonnement des valeurs humanistes dans le monde.



Le projet associatif et des actions menées par l'association

- Aide au système éducatif au Sénégal : envoi de mobilier scolaire, livres, fournitures dans les écoles élémentaires, collèges et lycées.

- Partenariat avec l'Association Sénégalaise des Professeurs de Français : contribution au lancement d'une revue pédagogique « Le Français au Sénégal ».

- Solidarité Nord Sud (Sénégal) : envoi de conteneurs au bénéfice des écoles, des centres de santé, des hôpitaux, du centre de formation professionnelle pour les jeunes de Sébikotane et des orphelinats.

- Coopération décentralisée : Projets de développement durable : Construction de puits maraîchers. Réalisation pour 2010 du 15ème puits.

Construction d'une médiathèque et centre internet à Bakel Sénégal – Oriental en 2005.

Construction d'unités de production d'eau potable à Bakel Sénégal – Oriental en 2006 et 2007

- Partenariat avec Secours Aériens Sans Frontières : mise à disposition à l'aéroport de Tambacounda de fûts de carburant avion pour permettre des EVASAN (Evacuations sanitaires) depuis Bakel. En janvier 2010 ce partenariat a permis de sauver une vie.

- Solidarité Internationale avec Haïti (dons de vêtements, linge..) et le Maroc (dons de matériel pour handicapés) ;

Sur le plan local : collecte et dons de vêtements, couvertures et mobilier pour le SAMU Social et Emmaüs.

Raymond Merlaud, Président de Cité Francophone



Cité Francophone

1, rue des Dames - La Rochelle  
citefrancophone.lr@alicepro.fr

Les besoins d'AFFAC SOLIDARITE

L'association AFFAC 17, a été créée en octobre 1986. Elle concernait, à l'origine les fonctionnaires et les personnels des collectivités locales. Son but était de faire se rencontrer les adhérents entre eux afin de mieux connaître leurs professions respectives. Elle s'est ouverte depuis plusieurs années au secteur privé et aux retraités,

Elle développe ses activités à travers différents secteurs (voyages, moto, spectacles, prêts de matériel, de camion...). Elle s'est également tournée vers la solidarité à travers sa section AFFAC-SOLIDARITE.

Pendant quatre années consécutives cette section a fourni, avec son camion, du matériel émanant de ses adhérents ou d'administrations (vêtements, livres, informatique, matériel scolaire...) à des écoles et collèges de Roumanie du Nord.

Depuis deux ans, elle s'est engagée vis à vis de l'association marocaine DARNA.

Cette association, basée à Tanger, s'occupe d'enfants, d'adolescents, abandonnés ou orphelins, d'étudiantes de condition modeste et de femmes seules. Il sont pris en charge grâce à des pensionnats et des ateliers de couture, de menuiserie, de ferronnerie et d'agriculture.

Nous fournissons à Darna, ou cherchons à lui fournir :

- des vêtements et chaussures pour enfants et adolescents,

- des coupons de tissus et du matériel de couture,

- des draps et des couvertures,

- du petit matériel agricole (pelles, râtaux, bèches, manches d'outils, imperméables, bottes...),

- des outils à main (limes, râpes, ciseaux, marteaux, tenailles, étaux...),

- du petit outillage électrique (perceuses, ponceuses, raboteuses...),

- des jouets et des vélos.

Toute aide nous sera précieuse.

Gérard HENNO, président d'AFFAC 17

AFFAC 17

Ferme du Clos Margat – rue du Margat – 17000 – LA ROCHELLE

Ouverture : lundi, mercredi, vendredi de 16 heures 30 à 18 heures 30

Téléphone : 05.46.44.41.44  
courriel : affac17@sfr.fr





### Programme «Environnement et Développement»

Le programme «Environnement et Développement», créé par Planète Urgence en 2006, fait partie de la campagne «Un milliard d'arbres» lancée par Wangari Maathai – prix Nobel de la paix en 2004 et fondatrice du Green Belt Movement au Kenya – et est soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

#### • Pourquoi les arbres ?

##### L'ARBRE ECOLOGIQUE & L'ARBRE ECONOMIQUE

###### A- Le rôle écologique :

- **Production d'oxygène** (par la photosynthèse) et contribution à la lutte contre le réchauffement climatique par la séquestration de carbone.

- **Habitat de nombreuses espèces animales et végétales** (50 à 75% du nombre total d'espèces vivant sur terre sont originaires des forêts tropicales humides).

- **Protection des sols** (réduction du ruissellement et de l'érosion) et régulation des eaux douces (meilleure infiltration de l'eau dans le sol qui alimente les nappes).

###### B- Le rôle économique :

- **Le bois énergie** : pour la majorité des habitants des régions tropicales, le bois et le charbon de bois restent le plus souvent les uniques sources d'énergie économiquement accessibles et culturellement acceptées.

- **Le bois d'oeuvre** : environ 20% du bois sert aux bois d'oeuvre et d'industrie.

- **Les produits non-ligneux** : source d'une large gamme de produits, comprenant des fruits, des gommes, des résines, des écorces, des essences, des fibres, des substances médicinales, des colorants, du gibier... prodiguant aux populations apports alimentaires et revenus complémentaires.

#### • Pourquoi un nouveau site internet [www.Monarbre-matribu.com](http://www.Monarbre-matribu.com) by planète urgence ?

Le site [www.monarbre-matribu.com](http://www.monarbre-matribu.com) by PLANETE URGENCE permet à chacun de créer une **tribu solidaire** (entre amis, en famille, entre collègues, entre voisins ...) pour planter des arbres en Indonésie, au Mali et à Madagascar.

Le site MON ARBRE MA TRIBU rend le don pour la reforestation :

- **Accessible** (1€ = 1 arbre planté).
- **Concret** (soutien au développement économique et écologique des populations locales concernées par le programme de reforestation de PLANETE URGENCE en Indonésie, au Mali et à Madagascar).

- **Communautaire** (on donne et on le fait savoir auprès de son réseau, on peut ainsi créer sa tribu solidaire).

- **Ludique** (en personnalisant son arbre et

**DESSINE-MOI UN ARBRE**  
Journée Mondiale de la Terre - 22 avril  
Rendez-vous à partir de 14h,  
place Tabarly (devant l'Aquarium) à La Rochelle



**LE PRINCIPE** : Mobiliser le plus grand nombre de personnes pour former un arbre humain ET prendre une photo «vue du ciel»

**2 BUTS** : Sensibiliser les personnes présentes (principalement des enfants) aux enjeux de la reforestation ET planter des arbres grâce au principe : 1 personne présente = 1 arbre planté

**PLANETE URGENCE** bénéficiaire de cette manifestation pour accompagner la sensibilisation du public aux besoins de la reforestation. PLANETE URGENCE profitera également de l'occasion pour mettre en avant son site ludique de collecte : [www.monarbre-matribu.com](http://www.monarbre-matribu.com) (que nous vous invitons à tester avant le 22 avril), extension de la campagne 1€ = 1 arbre planté.

#### POURQUOI LE 22 AVRIL ?

Le 22 avril = la journée mondiale de la Terre.

La journée Mondiale de la Terre créée en 1970 par un sénateur américain est aujourd'hui célébrée par 500 millions de personnes dans 184 pays, la hissant ainsi au rang « d'événement environnemental populaire le plus important au monde ».

en suivant l'évolution des plantations de sa tribu).

Lancé à l'initiative de PLANETE URGENCE en collaboration avec l'agence Divine et la société de Trad Online, [www.monarbre-matribu.com](http://www.monarbre-matribu.com) est un **site Internet communautaire unique et ludique de collecte de don grand public**, qui s'inscrit dans une véritable tendance de solidarité et dans la continuité de l'opération 1 € = 1 arbre planté.

**Les fonds collectés seront investis dans le programme « Environnement et Développement »** de PLANETE URGENCE pour que chacun apporte son soutien à la reforestation dans le monde et au développement durable.

[www.monarbre-matribu.com](http://www.monarbre-matribu.com) en 7 étapes :

1. On choisit le pays dans lequel on souhaite planter son arbre parmi les 3 pays d'intervention (Mali, Indonésie, Madagascar).

2. On choisit la forme de l'arbre (virtuelle).

3. On personnalise son arbre avec un message et la couleur de son choix.

4. On peut ensuite définir sa tribu (planter un arbre avec sa famille, avec son entreprise, avec sa communauté d'amis...). Cette étape offre ainsi la possibilité de faire part de son engagement à l'ensemble des membres de sa tribu.

5. Un module de don en ligne entièrement sécurisé permet de finaliser le paie-



ment, et en 2 clics l'arbre est planté et apparaît sur le mur virtuel du pays sélectionné.

6. Enfin, on peut retrouver son arbre grâce au moteur de recherche en page d'accueil du site [www.monarbretribu.com](http://www.monarbretribu.com).

7. La dernière étape invite à **faire part de son initiative à sa tribu** afin que ses membres plantent, eux aussi, des arbres et fassent grandir la communauté.

#### • Pourquoi des bracelets mon arbre ma tribu ?

Tous les participants à l'arbre humain, petits et grands, recevront un bracelet « [www.monarbretribu.com](http://www.monarbretribu.com) », favorisant le sentiment d'appartenance à une nouvelle communauté solidaire de planteur d'arbres. PLANETE URGENCE espère qu'une fois rentrés chez eux, ils auront à cœur de faire grandir cette tribu en « enrôlant » familles, voisins, amis...

#### • Pourquoi des cahiers de jeux mon arbre ma tribu ?

Au travers de coloriages, de quizz et de jeux de définitions, PLANETE URGENCE rappellera les raisons écologiques qui sont à l'origine des programmes de reforestation et introduira la notion d'arbre économique. Des exemples concrets d'actions menées en Indonésie, au Mali et à Madagascar, illustreront le fait que les arbres permettent de nourrir les populations locales et de leur fournir une activité rémunératrice. Ce cahier de jeux devrait amener les enfants à la conclusion que la reforestation est fondamentale pour maintenir l'équilibre de la Planète, tant au niveau environnemental qu'au niveau humain.

#### Objectif principal du programme

PLANETE URGENCE accompagne et soutient financièrement des projets de reforestation. En s'appuyant sur l'arbre, le programme permet la protection, la restauration, la valorisation de l'environnement tout en apportant aux populations locales une voie de développement économique concrète et durable.

#### Soutien institutionnel

Le programme "Environnement et Développement" est soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et fait partie de la campagne "Un milliard d'arbres" lancée par Wangari Maathai (prix Nobel de la paix en 2004).

#### Objectif 2015 : 6 millions d'arbres

Dans 4 pays d'intervention = Indonésie, le Mali, Madagascar et Haïti.

##### INDONESIE : Programme de restauration de la mangrove

- Plantation de palétuviers.
- Accompagnement des familles pour le développement d'une aquaculture durable.

Pour restaurer les zones de mangroves dégradées et lutter contre leur destruction en valorisant leur rôle écologique et économique auprès des populations locales.

##### MALI : Programme de développement agroforestier

- Plantation d'essences fournissant fruits, fourrages et bois de feu.

- Développement de la production maraîchère.

- Construction de puits.

Pour lutter contre la désertification, l'insécurité alimentaire et l'émigration rurale.

##### MADAGASCAR : Programme de plantation de Ravintsara

- Plantation de plants de Ravintsara (source d'huiles essentielles).

- Réalisation d'une maison rurale (centre d'animation et de formation).

- Création d'un arboretum.

- Construction d'une miellerie et appui à la filière apicole.

Pour favoriser l'activité rurale autour d'actions de restauration de l'environnement.

##### HAÏTI : Programme de reboisement et de développement agroforestier (nouveau programme 2010)

- Greffe et plantation d'arbres fruitiers.



- Reboisement des terres dégradées.

- Construction d'un centre de développement rural.

Pour appuyer le développement des zones rurales et accompagner l'installation des populations déplacées suite au séisme de janvier 2010

#### Champs d'intervention

Au travers de ses 5 objectifs "C.A.D.R.E", le programme "Environnement et Développement" intervient sur les problématiques suivantes :

**Climat** : en agissant sur l'atténuation (réduction et séquestration) des émissions de CO2 et sur l'adaptation des populations au dérèglement climatique.

**Arbre** : en restaurant et en protégeant des espaces naturels (préservation des forêts existantes, boisement et reboisement, lutte contre la désertification, impact sur la protection des sols et des eaux).

**Développement des capacités** : par un appui technique aux populations et par le renforcement de leurs capacités.

**Recherche** : par un soutien aux programmes visant à développer des réponses innovantes aux problématiques de terrain et une aide aux systèmes de veille et d'alerte permettant de prévenir les risques.

**Energie** : pour faciliter un accès à l'énergie en zone rurale et une plus grande efficacité énergétique des équipements.

Laurent LEFEVRE



#### Planete Urgence

[www.planete-urgence.org](http://www.planete-urgence.org)

Ambassadeurs Planète Urgence à La Rochelle :

Catherine CHEVALIER :

[catherine.chevalier@wanadoo.fr](mailto:catherine.chevalier@wanadoo.fr)

Laurent LEFEVRE :

[loloshaye@hotmail.com](mailto:loloshaye@hotmail.com) - 06.10.39.11.96.





## Qu'est-ce qu'une «Cigales» ?

Une «CIGALES» est un Club d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire.

Chaque «CIGALES» est composée d'un groupe de 5 à 20 personnes qui se réunissent dans le but de constituer une épargne collective destinée à soutenir, par un apport en capital, des entreprises en création ou en développement. Ces entreprises doivent avoir une activité produisant une plus-value environnementale, sociale ou culturelle.

Les membres de la «CIGALES» apportent

également, selon leur expérience, leurs compétences et leurs disponibilités, un appui aux porteurs de projet dans la phase de démarrage de leur entreprise.

### Qui peut participer à une «CIGALES» ?

La participation à une «CIGALES» est ouverte à tous.

### Tous concernés par les «CIGALES»

Les personnes qui souhaitent maîtriser l'usage d'une partie de leur épargne et faire l'expérience d'un investissement solidaire au sein d'un groupe au fonctionnement démocratique.

Les porteurs de projet de création ou de



reprise d'entreprise qui recherchent un accompagnement et un soutien financier et humain, de proximité.

Les personnes qui ont connaissance d'un projet et qui, sans être membres d'une «CIGALES», peuvent mettre en relation les porteurs de projet avec une «CIGALES» locale.

Pour résumer, c'est du capital risque local et solidaire, où chacun décide de sa contribution financière mensuelle à partir de 7,5€. Le but n'est ni de faire de la plus-value, ni de verser de l'argent à fonds perdu.

### Particularité de 2 «CIGALES» de LA ROCHELLE :

soutenir des projets en structure coopérative, afin de garantir l'éthique dans la durée.

Les CIGALES sont au carrefour de l'épargne de proximité, de l'épargne éthique et de l'épargne solidaire.

N.B. La partie des versements qui sont in-

vestis donne lieu à réduction d'impôt de 22%.

Gérard DEMAY - Trésorier de l'Association Régionale des CIGALES du Poitou-Charentes - Gérant de la CIGALES MÉLUSINE

### Les Cigales

cigales.poitou.charentes@gmail.com  
www.cigales.asso.fr

Réunions d'information sur les c.i.g.a.l.e.s à La Rochelle (La Petite Marche, 4 rue des trois fuseaux) le premier lundi de chaque mois à 19h, sauf ponts et jours fériés, où la réunion est avancée au lundi de la même semaine. Les prochaines infos : vendredi 06 mai, lundi 30 mai, vendredi 1er juillet.

# Voir pour Savoir

## La caravane solidaire

### Une idée simple qui a encore fait ses preuves !

Partis du 23 janvier au 27 février, des membres du collectif rochelais «actions solidaires» ont pris la route pour relayer des initiatives associatives de la Rochelle au Bénin : ce fut la 2e édition de la Caravane Solidaire.



Les événements dans cette région du Monde, auraient pu être un frein à la concrétisation de ce 2eme convoi solidaire mais il nous est apparu primordial : d'une part, de tenir l'engagement auprès des associations partenaires et d'autre part, de pointer le fait qu'il n'est pas question de se laisser enfermer dans un climat de peur qui couperait toutes envies d'agir.

Des risques il y en a, comme partout, le tout est de partir en connaissance de causes et d'anticiper les mesures à prendre.

Ceci étant, notre expérience nous a montré que nous avons eu grandement raison de faire ce choix et qu'il était d'autant plus important de maintenir le lien, que les populations mauritaniennes et maliennes (pour ne parler que d'elles) pâtissent de façon

dramatique de la mauvaise image que les médias diffusent.

La conséquence réelle au niveau associatif est que le nombre de bénévoles se réduit à une peau de chagrin et malgré l'implication des équipes de terrain il n'y a pas assez de mains fortes pour assurer pleinement l'action. Et alors ? Que faire ? Attendre que les relations diplomatiques s'apaisent ?

Notre passage à Dakar correspondait au Forum Social Mondial. Cela nous a permis d'échanger avec un panel représentatif de la société mondiale actuelle, entre envie d'agir, réalité politique et dictats économiques... la dynamique côtoie la frustration. Le fait de pouvoir croiser les expériences avec autant de personnes en un même endroit nous a fait avancer sur le bien fondé de notre action et nous a conforté dans l'idée qu'en cette période critique ce sont

les initiatives collectives qui ont toutes leurs chances de se pérenniser.

La caravane solidaire se positionne comme un relais d'initiatives déjà existantes, témoin de la réalité de terrain dans sa globalité elle permet de contribuer à l'avancée des réflexions sur l'équilibre très subtile des partenariats Nord - Sud. Elle a surtout vocation de contribuer à la mise en place de réseaux Sud - Sud.

La caravane solidaire n'est qu'un des projets du collectif « actions solidaires » dont l'objectif global sera de créer une plateforme de solidarité internationale afin d'aider à la gestion des projets, à la réflexion sur les approches de terrain, la mise en réseau par thématique... Nous avons commencé à fixer des grandes lignes qui ne demandent qu'à être affinées afin que bon nombre des associations de l'agglomération rochelaise puissent s'y retrouver. Nous espérons vous voir nombreux lors d'une prochaine réunion publique.

Marie-Laure Pernot



**WEO**  
(Women's Experimental Organization)  
associationweo@gmail.com

## Voyage au coeur d'un bidonville



KuriOz, association d'éducation à la paix, aux solidarités et au développement durable mène au quotidien des activités pédagogiques en direction des jeunes et du grand public. De l'animation d'ateliers ludiques à la conception d'outils pédagogiques, en passant par la création d'expositions itinérantes et immersives, nous développons de nombreux supports, accessibles au plus grand nombre pour, contribuer à des changements de comportement et encourager plus d'engagement citoyen et solidaire.

Du 14 au 18 mars dernier, la cour du lycée Valin de la Rochelle a accueilli une installation originale qui a suscité bien des interrogations dans les couloirs. Un bidonville de 35m<sup>2</sup> constitué de planches et de tôles accompagne les chargés d'action éducative de l'association KuriOz venus pour mener des activités pédagogiques sur les bidonvil-

les et les représentations sur les personnes vivant en situation de précarité.

Ainsi, une dizaine de classes du lycée a pu vivre une expérience originale, en s'immergeant progressivement dans la vie d'un bidonville de Manille. Avec chaque groupe, nous avons pris le temps de faire le tour des représentations qu'ils avaient des personnes vivants en bidonville (« ils sont sales », « ils sont paresseux », etc.), puis nous avons mis en perspective les inégalités dans le Monde, en Asie, à Manille. 2 documentaires tournés par KuriOz permettent aux jeunes de réaliser que ce qu'ils voient ici, en Poitou-Charentes, s'inscrit dans la réalité de Manille. Après 2 heures d'animation, chaque groupe repart avec de nouvelles représentations, conscients que le Monde qui les entoure bouge sans cesse.

La médiation de l'équipe permet d'abor-



der un certain nombre de thématiques qui pourront être reprises par la suite par les enseignants, tel que l'exode rural et l'urbanisation, le microcrédit, les droits humains, l'interculturalité...

Matthieu Démoulin



### KuriOz

6 bis rue Albin Haller - 86000 Poitiers  
05.49.41.41.14  
contact@kurioz.org  
www.kurioz.org





Le CDJ de La Rochelle est relais Ritimo (réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité Internationale) depuis 2009. Nous vous proposons ici un dossier réalisé par le Cridev de Rennes que vous retrouverez en intégralité sur le site Ritimo : [www.ritimo.org](http://www.ritimo.org).

## Zimbabwe. Quel bilan après 30 ans d'indépendance ?

**La question du droit foncier est historiquement sensible au Zimbabwe. En effet, la minorité blanche possédait l'essentiel des terres durant la période coloniale, laissant aux citoyens noirs les terres les moins productives. L'accès à la terre pour tous est donc une des principales revendications de la lutte pour l'indépendance...**

### Introduction : le chemin vers la démocratie

**R**iche de ses ressources naturelles (minerai, or, cuivre...), le Zimbabwe a, dès la fin du XIXe siècle, attiré les convoitises de la puissance britannique.

En 1965, Ian Smith, vétéran de la Seconde Guerre Mondiale déclare l'indépendance de la Rhodésie du Sud vis à vis de la couronne britannique ; il instaure un régime de ségrégation raciale, sur le modèle de l'Apartheid sud-africain. Dès l'adoption de la constitution, une guérilla nationaliste dirigée par Robert Mugabe, chef du parti ZANU, lutte contre le pouvoir blanc. Au terme de dix années de guerre civile, le Zimbabwe accède à l'indépendance, Robert Mugabe est premier ministre, il est acclamé comme Père de la Nation.

Le gouvernement fait naître des espoirs, nourris par la promesse d'une réconciliation nationale et des progrès concrets dans le domaine de l'enseignement : le droit à l'éducation est affirmé pour tous les enfants et les adultes rejetés par le système colonial.

Pourtant, très rapidement le régime va réprimer les oppositions (répression du Matabeleland), instaurer un régime de parti unique et limiter la liberté d'expression.

En 1998, l'inertie du gouvernement face à la crise et aux pénuries alimentaires fait monter les oppositions au régime. Un nouveau parti, le MDC (Movement for Democratic Change) émerge comme force principale de l'opposition.

Dès les années 2000, le régime zimbabwéen se radicalise. Les conflits autour de la terre vont amener le gouvernement à réprimer violemment toute opposition. En janvier 2002, une loi «

Public Order and Security Act » est adoptée : elle limite les droits de manifestation, d'association et de réunion, punit la diffamation à l'égard du président et officialise le contrôle des médias par la ZANU. Appuyant sa légitimité sur cette loi, la police réprime violemment les nombreuses manifestations contre le régime, dénonçant sa responsabilité dans l'effondrement du système de santé et de l'économie zimbabwéenne. En mars 2008, pour la première fois, l'opposition emporte officiellement les élections législatives face à Robert Mugabe qui refuse de quitter le pouvoir. Fort de ses résultats, le MDC obtient la signature d'un accord de partage du pouvoir.

Le 11 février 2009, Morgan Tsvangirai est nommé premier ministre, instaurant pour la première fois dans l'histoire du Zimbabwe une coalition intergouvernementale. Cette évolution politique réveille les revendications de la population à assurer les droits humains au Zimbabwe : droits d'accès à l'information, le droit à la manifestation, le droit d'expression et la fin de la répression contre les journalistes critiquant le gouvernement (ils risquent des peines de prisons, sous le motif officiel de « mauvaises informations »).

En 2010, Human Rights Watch constate l'échec de cette coalition intergouvernementale. En effet, Morgan Tsvangirai a des difficultés à s'imposer face à Robert Mugabe. Selon HRW, la police continue à poursuivre les activistes de MDC ; la ZANU contrôle toujours une large partie du pouvoir (ministère de la justice, défense, affaires étrangères) et ne veut rien céder. La situation économique et sociale du pays est toujours très difficile.

### Accès à la terre : une réforme agraire nécessaire mais ratée

**L**a question du droit foncier est historiquement sensible au Zimbabwe. En effet, la minorité blanche possédait l'essentiel des terres durant la période coloniale, laissant aux citoyens noirs les terres les moins productives. L'accès à la terre pour tous est donc une des principales revendications de

la lutte pour l'indépendance.

En 1990, lorsque les accords de Lancaster House garantissant la propriété foncière pour la minorité blanche arrivent à terme, le gouvernement de Robert Mugabe adopte la réforme agraire : l'Etat pourra acquérir des terres en échange d'une indemnité aux propriétaires, afin de les redistribuer à des familles noires.

Mais son application reste inégalitaire, profitant quasi-exclusivement à des proches du pouvoir. Mugabe rend les fermiers blancs et le gouvernement britannique responsables de la lenteur de la réforme agraire. La Grande-Bretagne refuse de continuer à financer une réforme faite par un gouvernement corrompu.

1998 marque le début d'une forte crise économique (45% de la population est au chômage) accompagnée d'une pénurie alimentaire (causée par des périodes de sécheresses répétitives) et l'opposition au régime incarnée par le MDC progresse.

A partir des années 2000, le régime de Mugabe se radicalise. Face aux revendications foncières, le gouvernement organise les premières expropriations de fermiers blancs : en juin 2000, un quart des fermes blanches sont occupées, une dizaine de fermiers blancs est assassinée. Une deuxième vague d'expropriations violentes a lieu en 2002 : dans la province du Matabeleland, 90% des expulsions seraient l'œuvre de la police.

Cette réforme agraire, argument principal de la campagne pour les élections de 2000, va amener le pays dans une situation catastrophique : les terres sont accaparées par les proches du pouvoir, présentés officiellement comme vétérans de la lutte pour l'indépendance, mais qui n'ont pas les compétences pour les exploiter. L'Etat, fortement endetté, ne peut fournir les outils nécessaires à l'exploitation agricole aux nouveaux propriétaires ; en conséquence, la production agricole chute. En outre, l'expropriation de fermiers blancs entraîne l'augmentation du taux de chômage des ouvriers agricoles employés dans ces fermes. L'occupation des fermes n'a rien à voir avec une authentique réforme agraire, réclamée par tout le monde, mais constitue une manœuvre politique contre le MDC et ses partisans.

Le Zimbabwe était historiquement le

grenier agricole de l'Afrique Australe, aux capacités agricoles fortes et à la sécurité alimentaire assurée ; mais aujourd'hui près de cinq millions de zimbabwéens n'ont pas accès aux ressources alimentaires et doivent solliciter l'aide internationale. Plusieurs ONG actives au Zimbabwe dénoncent, dès l'année 2000, une redistribution de la nourriture de manière discriminatoire, en particulier contre les partisans du MDC : la nourriture est utilisée comme arme politique par le gouvernement. En 2004, le gouvernement déclare la crise alimentaire terminée et restreint l'aide alimentaire internationale. Pourtant les provinces du Matabeleland et du Masvingo, zones de sécheresse récurrentes, connaissent toujours des pénuries alimentaires. Les événements climatiques (les mois de décembre 2007 et janvier 2008 sont marqués par des pluies violentes, suivies en février 2008 d'une longue période de sécheresse extrême) détruisent les cultures céréalières, amenant le pays vers un nouvel épisode de déficit alimentaire. En octobre 2008, le gouvernement autorise l'intervention des ONG pour apporter de l'aide alimentaire.

Les conséquences de ce déficit sont tragiques : la sous-alimentation, la pénurie en eau potable et les conditions sanitaires dramatiques, affaiblissent la population zimbabwéenne. En décembre 2008, l'état d'urgence est décrété face à une épidémie de choléra majeure (14000 cas recensés dès décembre 2008), la plus importante au monde depuis 1994.

Au premier trimestre 2009, 55% de la population zimbabwéenne est sous le seuil de pauvreté alimentaire. Le Zimbabwe, qui était le premier exportateur céréalière de la région, est aujourd'hui totalement dépendant de l'aide alimentaire internationale.

En février 2009, un gouvernement de coalition est constitué avec le MDC, parti d'opposition. Il nourrit les espoirs de la fin des expropriations et des inégalités d'accès à la terre : un audit foncier exhaustif est programmé afin de déterminer officiellement l'état de la propriété foncière,

Enfin l'audit sera suspendu en septembre 2009, faute de financements et d'accord politique. En outre, l'invasion de fermes commerciales continue : en juin 2010, les fermiers blancs expulsés portent plainte devant la SADC estimant que leurs droits de citoyens ont été bafoués par le gouvernement zimbabwéen sur des motifs de race. Il reste en 2010 environ 400 exploitants blancs alors que 4500 ont été chassés de leurs terres.

La sécurisation de l'accès au foncier est désormais une priorité pour redonner à l'agriculture du Zimbabwe toutes ses potentialités.

### Accès à la terre : une réforme agraire nécessaire mais ratée

**L**a question du droit foncier est historiquement sensible au Zimbabwe. En effet, la minorité blanche possédait l'essentiel des terres durant la période coloniale, laissant aux citoyens noirs les terres les moins productives. L'accès à la terre pour tous est donc une des principales revendications de la lutte pour l'indépendance.

En 1990, lorsque les accords de Lancaster House garantissant la propriété foncière pour la minorité blanche arrivent à terme, le gouvernement de Robert Mugabe adopte la réforme agraire : l'Etat pourra acquérir des terres en échange d'une indemnité aux propriétaires, afin de les redistribuer à des familles noires.

Mais son application reste inégalitaire, profitant quasi-exclusivement à des proches du pouvoir. Mugabe rend les fermiers blancs et le gouvernement britannique responsables de la lenteur de la réforme agraire. La Grande-Bretagne refuse de continuer à financer une réforme faite par un gouvernement corrompu.

1998 marque le début d'une forte crise économique (45% de la population est au chômage) accompagnée d'une pénurie alimentaire (causée par des périodes de sécheresses répétitives) et l'opposition au régime incarnée par le MDC progresse.

A partir des années 2000, le régime de Mugabe se radicalise. Face aux revendications foncières, le gouvernement organise les premières expropriations de fermiers blancs : en juin 2000, un quart des fermes blanches sont occupées, une dizaine de fermiers blancs est assassinée. Une deuxième vague d'expropriations violentes a lieu en 2002 : dans la province du Matabeleland, 90% des expulsions seraient l'œuvre de la police.

Cette réforme agraire, argument principal de la campagne pour les élections de 2000, va amener le pays dans une situation catastrophique : les terres sont accaparées par les proches du pouvoir, présentés officiellement comme vétérans de la lutte pour l'indépendance, mais qui n'ont pas les compétences pour les exploiter. L'Etat, fortement endetté, ne peut fournir les outils nécessaires à l'exploitation agricole aux nouveaux propriétaires ; en conséquence, la production agricole chute. En outre, l'expropriation de fermiers blancs entraîne l'augmentation du taux de chômage des ouvriers agricoles employés dans ces fermes. L'occupation des fermes n'a rien à voir avec une authentique réforme agraire, réclamée par tout le monde, mais constitue une manœuvre politique contre le MDC et ses partisans.

Le Zimbabwe était historiquement le grenier agricole de l'Afrique Australe, aux capacités agricoles fortes et à la sécurité alimentaire assurée ; mais aujourd'hui près de cinq millions de zimbabwéens n'ont pas accès aux ressources alimentaires et doivent solliciter l'aide internationale. Plusieurs ONG actives au Zimbabwe dénoncent, dès l'année 2000, une redistribution de la nourriture de manière discriminatoire, en particulier contre les partisans du MDC : la nourriture est utilisée comme arme politique par le gouvernement. En 2004, le gouvernement déclare la crise alimentaire terminée et restreint l'aide alimentaire internationale. Pourtant les provinces du Matabeleland et du Masvingo, zones de sécheresse récurrentes, connaissent toujours des pénuries alimentaires. Les événements climatiques (les mois de décembre 2007 et janvier 2008 sont marqués par des pluies violentes, suivies en février 2008 d'une longue période de sécheresse extrême) détruisent les cultures céréalières, amenant le pays vers un nouvel épisode de déficit alimentaire. En octobre 2008, le gouvernement autorise l'intervention des ONG pour apporter de l'aide alimentaire.

Les conséquences de ce déficit sont tragiques : la sous-alimentation, la pénurie en eau potable et les conditions sanitaires dramatiques, affaiblissent la population zimbabwéenne. En décembre 2008, l'état d'urgence est décrété face à une épidémie de choléra majeure (14000 cas recensés dès décembre 2008), la plus importante au monde depuis 1994.

Au premier trimestre 2009, 55% de la population zimbabwéenne est sous le seuil de pauvreté alimentaire. Le Zimbabwe, qui était le premier exportateur céréalière de la région, est aujourd'hui totalement dépendant de l'aide alimentaire internationale.

En février 2009, un gouvernement de coalition est constitué avec le MDC, parti d'opposition. Il nourrit les espoirs de la fin des expropriations et des inégalités d'accès à la terre : un audit foncier exhaustif est programmé afin de déterminer officiellement l'état de la propriété foncière,

Enfin l'audit sera suspendu en septembre 2009, faute de financements et d'accord politique. En outre, l'invasion de fermes commerciales continue : en juin 2010, les fermiers blancs expulsés portent plainte devant la SADC estimant que leurs droits de citoyens ont été bafoués par le gouvernement zimbabwéen sur des motifs de race. Il reste en 2010 environ 400 exploitants blancs alors que 4500 ont été chassés de leurs terres.

La sécurisation de l'accès au foncier est désormais une priorité pour redonner à l'agriculture du Zimbabwe toutes ses potentialités.





## Economie : un fort potentiel mal exploité

L'économie du Zimbabwe est très diversifiée : le tabac est le premier produit d'exportation (le Zimbabwe est le troisième producteur mondial), suivi des céréales (premier producteur d'Afrique Australe), du coton, des métaux et des minéraux (or, platine, chrome, nickel) puis des produits manufacturés (textile, acier).

Le tourisme est également très développé : jusqu'au début des années 2000, le Zimbabwe est la troisième destination des touristes européens en Afrique sub-saharienne.

Dès 1989, le gouvernement met en place un plan d'ajustement structurel dans le cadre d'une libéralisation de l'économie : élimination du contrôle sur les prix et les salaires, dévaluation de la monnaie pour augmenter les exportations, libéralisation du commerce extérieur, restrictions des dépenses publiques. Dès la fin des années 90, l'économie montre des signes d'essoufflement : la croissance chute à 1% et le déficit budgétaire atteint 168 millions de dollars en 1999.

Les sanctions internationales dont la suspension de l'aide financière du FMI, face aux expropriations de fermiers blancs et la participation à la guerre de la RDC (République Démocratique du Congo) qui a coûté cher au Zimbabwe, aggravent la lourde crise économique. Conséquence de la réforme agraire, la chute de la production agricole entraîne la flambée des denrées alimentaires de base (la production de tabac est passée de 237 millions de kg en 2000 à 50 millions en 2006 et celle du maïs de 2,4 millions de tonnes en 2000 à 0,5 millions en 2004).

Le tourisme zimbabwéen s'est également effondré : de 400 millions de dollars et 1,4 millions de visiteurs en 2000, les revenus baissent à 29,1 millions de dollars et 220 000 touristes en 2008. Malgré un haut potentiel hydro-électrique, le pays, en proie à de nombreuses coupures paralysant l'activité du pays, doit importer de l'électricité.

En 2010, le taux de chômage atteint 80%, soit 8 zimbabwéens sur 10 en âge de travailler. Le PIB par habitant est divisé par 3 entre 1990 (900 dollars) et 2009 (300 dollars), l'inflation dépasse les 100 000% ; on estime à deux millions, le nombre de zimbabwéens ayant fui vers l'Afrique du Sud.

La présence de gisements de diamants à Marange à l'Est du Zimbabwe, dont les exportations auraient rapporté un milliard de dollars au premier semestre de 2010, profite exclusivement au pouvoir et garantit la prospérité du parti ZANU.

Dès février 2009, des signes encourageants pour l'économie zimbabwéenne se manifestent. En mars 2009, l'opposition incarnée par Morgan Tsvangirai parvient à supprimer le dollar zimbabwéen (300 000 dollars zimbabwéens s'échangeaient contre un dollar américain à la Banque Centrale en 2008) et à intégrer le dollar américain et le rand sud-africain. Le premier ministre bénéficie de la confiance des Etats Unis et de l'Union Européenne, qui pourraient lever leurs sanctions contre le gouvernement. En outre, le gouvernement de coalition nourrit l'espoir d'un retour des investisseurs et des touristes européens qui avaient déserté le pays, de peur d'un sentiment anti-blanc.

Le Zimbabwe fait alors partie de la SADC ancêtre de la SADC (communauté de développement de l'Afrique australe) qui vise à proposer une alternative économique aux pays d'Afrique australe dépendants de l'Afrique du sud et de son régime d'apartheid.

### Le Zimbabwe

**Superficie :** 390759 km<sup>2</sup>.  
**Densité population :** 34 hab/km<sup>2</sup> (2010)  
**Capitale :** Harare.

**Population :**  
13,5 millions d'habitants  
(en 2008 selon l'ONU)

**Langues principales :** anglais (officiel), shona, sindebele.

**Religions principales :** catholicisme, puis protestantisme et anglicanisme.

**Espérance de vie :** 43 ans pour les hommes, 44 ans pour les femmes (2009).

**Croissance démographique :** 1% (2010)  
**Alphabétisation :** 91,2 % (2007)  
**Nombre de médecins (pour 10 000) :** 16  
(en 2004 selon l'ONU).  
**Indice de fécondité :** 3,1 (en 2008 selon l'ONU).  
1300 milliers de personnes atteintes du VIH, 4e rang mondial des pays touchés par le VIH (2007, UNICEF).

**Taux de mortalité infantile :** 62‰ (2008, UNICEF).

**Economie :**  
**Monnaie :** budget en dollar US, échanges en dollar US et rand sud-africain (depuis 2009)

**Productions :** tabac, coton, productions agricoles, diamant, or, nickel et cuivre.  
**Taux de croissance du PIB :** -6,9% en 2006, 4% en 2008.  
**Inflation :** 165 000 % (2008, France 24)  
**Dettes :** 7,1 milliards de dollars soit 162% du PIB (FMI, 2009).  
**PIB par habitant :** 375 dollars US.  
**Importations :** 2,9 milliards de dollars US  
**Exportations :** 2,1 milliards de dollars US

*Sources : BADIE Bertrand et VIDAL Dominique (sous la dir. de), Le grand tournant 50 idées-forces pour comprendre l'Etat du monde 2010 [en ligne] Disponible sur : www.etatdumonde.com (accès réservé). L'état de l'Afrique 2010 hors-série n° 24 (Jeune Afrique).*

## La médiation régionale et africaine pour sortir de la crise politique

Durant les années 80, le Zimbabwe est à la pointe de la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du sud. Le pays sert de refuge aux membres de l'ANC (African National Congress).

En présentant sa réforme agraire comme une réforme visant à corriger les injustices héritées de l'histoire coloniale, le discours national-populiste de Mugabe obtient pendant un certain temps le soutien des élites et des dirigeants africains et notamment au sein de la SADC.

L'Afrique du sud continue de jouer grand rôle dans le conflit. Dans les années 2000, le président Thabo Mbeki a plutôt soutenu le président Mugabe mais devant les virulentes critiques adressées à cette politique par la société civile sud africaine qui soutenait le parti d'opposition MDC, il a fini par jouer un rôle de médiateur.

L'Afrique du sud a alors favorisé la mise en place du gouvernement de coalition en septembre 2008.

L'Afrique du sud s'est par ailleurs gardé de soutenir ou de critiquer radicalement la violente réforme agraire promue au Zimbabwe, étant donné que sa propre situation foncière est toujours très inégalitaire. Elle doit aussi tenir compte du fait qu'il y a sur son territoire plus d'un million et demi de zimbabwéens.

En octobre 2010, les principales organisations de la société civile du Zimbabwe (civil society organisation, CSO), ont rencontré le médiateur officiel de la SADC, le président sud-africain, Jacob Zuma pour voir comment la SADC pouvait aider au processus électoral qui doit se tenir en 2011.

Le CSO demande à la SADC et l'Union africaine de superviser l'élection présidentielle et d'assurer l'application des règles essentielles pour une élection démocratique.

Le CSO a également demandé à l'ANC de faire pression sur le président Mugabe pour que celui-ci respecte l'état de droit et les droits de l'homme.

Aujourd'hui le président Mugabe n'a plus beaucoup de soutiens (à part le président Chavez ou le président iranien Ahmedinejad) mais continue néanmoins de résister à la communauté internationale.

Dès 1924, Robert Mugabe a reçu une éducation jésuite, jusqu'à son intégration à l'université de Fort Hare en Afrique du Sud.

## Personnalités politiques

### Robert Mugabe : du héros libérateur au président dictateur

Lorsqu'en 1965, Ian Smith déclare l'indépendance de la Rhodésie du Sud face à la domination britannique, Robert Mugabe s'engage dans la lutte pour l'indépendance, selon une doctrine dérivée du marxisme. La guérilla civile menée par la ZANU aux côtés de la ZAPU, lui coûte dix ans d'emprisonnement arbitraire. Au terme de sa peine, il fuit vers le Mozambique où les deux partis nationalistes continuent la lutte contre le régime raciste rhodésien.

Signataire des Accords de Lancaster House en 1979, son accession au pouvoir est légitimée.

Le 18 avril 1980, à la proclamation de l'indépendance, Robert Mugabe est acclamé père de la nation. Comme bon nombre de leaders africains dans la lutte pour l'indépendance, il devient chef de l'Etat. Rompant avec le régime colonial raciste et dictatorial, Robert Mugabe instaure le multipartisme en intégrant Joshua Nkomo, chef de la ZAPU, dans son cabinet. Dès 1982 le pouvoir montre des signes d'autorité accusant la ZAPU de projeter un coup d'état, et Robert Mugabe éjecte Joshua Nkomo du gouvernement.

C'est le début d'une guerre civile de cinq ans, le gouvernement poursuit des milliers de civils accusés de trahison, dans la province du Matabeleland, fief de la ZAPU. Dès lors le Zimbabwe devient un pays à parti unique, sous un régime autoritaire.

La crise économique, la gestion foncière et la pénurie alimentaire qui touchent le pays au début des années 2000, entraînent la montée de l'opposition au régime.

Le régime de Mugabe tourne à la dictature : tout journaliste d'opposition critiquant ouvertement le président et son gouvernement est susceptible d'être intimidé, arrêté voire torturé pour "divulgaration de mauvaises informations". L'opposition est brutalisée : tortures, emprisonnement, censure, privation de nourriture. Robert Mugabe bénéficie d'un soutien important dans les campagnes, ce qui s'explique par la pression alimentaire : la nourriture est, en effet, utilisée comme arme politique.

Dès 2000, tous les scrutins électoraux sont manipulés et se déroulent dans un climat de violence : en 2002, Robert Mugabe est réélu président, dans des conditions frauduleuses. Le chef d'Etat a su mettre en place un régime "néopatrimonial" et placer des hommes fi-

dèles dans les postes stratégiques de l'administration, l'armée et la police. Ce n'est qu'à partir des élections législatives de 2008 et la large victoire du MDC qu'il doit partager le pouvoir avec le parti d'opposition.

Le 22 avril 2010, Robert Mugabe et le président iranien Mahmoud Ahmedinejad se sont apportés officiellement un soutien mutuel contre les puissances occidentales qu'ils qualifient de "sataniques" et "colonialistes" sur la question du nucléaire. Le père de la nation est devenu dictateur. A 86 ans, il se dit candidat à la présidentielle de 2011, si le parti ZANU l'accepte.



### Morgan Tsvangirai : du syndicaliste au chef de gouvernement

Né en 1952 à l'Est du Zimbabwe, Morgan Tsvangirai quitte très rapidement le milieu scolaire pour exercer la profession de mineur. Contrairement à Robert Mugabe, il n'est pas engagé dans la lutte contre le régime raciste rhodésien, ce qui est largement utilisé par le président pour délégitimer son adversaire. L'engagement de Morgan Tsvangirai est alors syndical et en 1988, il devient secrétaire général du Congrès des syndicalistes zimbabwéens.

En 1998, le gouvernement veut augmenter les impôts afin d'instaurer une retraite pour les «vétérans» de la lutte pour l'indépendance; face à cette mesure, Morgan Tsvangirai coordonne une série de grèves, c'est le point de départ de son engagement politique.

L'année suivante, il fonde un parti d'opposition : le MDC (Mouvement for Democratic Change). En 2000, une première victoire s'incarne dans la majorité du non, largement défendu par Tsvangirai, lors du référendum organisé par le gouvernement pour une nouvelle constitution. La même année, le MDC remporte la quasi-moitié des sièges au parlement. En parallèle, les différentes tendances existant au sein du MDC entraînent une scission du parti ; il perdra les élections législatives de 2005 face au parti ZANU et en ressortira davantage affaibli et divisé.

Les partisans de Morgan Tsvangirai

sont, dès l'année 2000, victimes de brutalités : intimidations, tortures, arrestations arbitraires, voire assassinats (selon le MDC, 200 membres auraient été exécutés depuis 1999). En février 2003, Morgan Tsvangirai et deux autres membres du MDC sont accusés de trahison et de tentative de coup d'Etat pour avoir organisé des émeutes de la faim en janvier 2003 et avoir appelé à la grève générale le mois de juin suivant ; il est finalement acquitté. Lors de son nouveau jugement pour avoir organisé une coalition « Save Zimbabwe Campaign » contre l'interdiction des rassemblements publics en mars 2007, Morgan Tsvangirai comparait avec des signes de tabassage subi lors de son incarcération.

En mars 2008, l'opposition emporte les élections législatives avec une large majorité. Avec 47,9% des voix au premier tour de la présidentielle de mai, Morgan Tsvangirai est pressenti vainqueur. Robert Mugabe, s'obstinant à briguer un 6ème mandat, lance une campagne d'intimidation contre Tsvangirai et ses proches, contraignant le leader du MDC à se retirer au second tour. Au terme de longs mois de contestations et de lutte politique, Mugabe est contraint de travailler avec l'opposition : un accord de partage du pouvoir est signé en janvier 2009. Le 11 février, Morgan Tsvangirai est premier ministre du Zimbabwe.

Cette désignation rétablit la confiance de la communauté internationale dans le Zimbabwe : en avril 2010, il demande aux Etats-unis, à l'Union Européenne, à l'Australie et au Canada de lever les sanctions imposées depuis 2002 à son pays. Les quinze pays de la SADC expriment officiellement leur soutien à la requête du premier ministre zimbabwéen.

Depuis le début de son mandat, M Tsvangirai a oeuvré pour des améliorations notables : réouverture d'écoles et d'hôpitaux, abolition du dollar zimbabwéen, levée des restrictions sur les médias étrangers (CNN, BBC, Daily News). Il tente également d'adopter une nouvelle constitution, garantissant élections libres et institutions démocratiques. Cependant, Morgan Tsvangirai a toujours des difficultés à s'imposer face à Robert Mugabe, qui garde le contrôle de l'administration, la police et l'armée.

Dans le domaine des droits humains, l'organisation HRW (Human Rights Watch) dénonce la poursuite des exactions contre les partisans du MDC, la censure des médias de l'opposition zimbabwéenne mais également la poursuite des expropriations de fermiers blancs. Les espoirs placés dans cette coalition étaient probablement trop forts, face à un camp présidentiel borné et autoritaire.

© Ritimo, Cridev Rennes, mars 2011





Qu'elles militent pour la paix dans le monde, les droits de l'homme ou le développement durable, toutes les associations travaillent dans le même sens, celui de la solidarité internationale. Courte présentation de ces acteurs à la Rochelle....

**ACTION CONTRE LA FAIM**  
06.09.25.74.77  
acflarochelle@gmail.com



**ADRIAS (Association pour le Développement des Relations Internationales de l'Aunis et de la Saintonge)**  
Développement des relations internationales de l'Aunis Saintonge.  
05 46 07 66 88  
contact@adrias17.org

**AFFAC (Association des Fonctionnaires, Assimilés et Collectivités locales de Charente Maritime)**

Collecte et envoi du matériel en Roumanie et au Maroc.  
05 46 44 41 44 - affac17@sfr.fr



**AMNESTY INTERNATIONAL**  
Sa préoccupation est de contribuer impartialement à la protection des droits humains.  
05 46 41 55 78  
picte@club-internet.fr



**ARTISANS DU MONDE**  
Promotion du commerce équitable : vendre des produits achetés selon les règles du Commerce équitable (prix juste permettant aux producteurs de vivre dignement, respect de l'environnement et des cultures) ; informer sur les dysfonctionnements du commerce international et les inégalités que ses règles actuelles engendrent, relayer et mener des campagnes de plaidoyer sur le non respect des droits humains, (DESCE) pour faire pression sur les institutions et les décideurs.  
05 46 45 08 52  
contactadmlarochelle@orange.fr



**ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyennes et citoyens)**  
Attac travaille sur des sujets divers : l'Organisation mondiale du commerce et les institutions financières internationales, la dette, la taxation des transactions financières, les paradis fiscaux, les servi-

ces publics, l'eau, les zones de libre-échanges.  
05 46 00 29 94  
danguerin@free.fr



**AVENIR EN HÉRITAGE**  
Mettre en valeur des initiatives locales de développement et de construire des partenariats gagnant-gagnant où chaque acteur est responsabilisé sur ses engagements.  
05 46 42 72 50 - jcpauget@avenirenheritage.com  
www.avenirenheritage.com

**AYOKA FRESCO**  
05 46 56 90 15

**BURKIN'ACTION 17**

Burkin'Action est un projet de solidarité et de développement durable entre les lycéens du lycée Antoine de Saint Exupéry et les habitants du Burkina Faso.  
05 46 43 69 83  
a.gabard@cr-poitou-charentes.fr



**CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)**

Agir pour le développement, pour un monde plus juste et plus solidaire, aider les plus pauvres, les rendre acteurs de la transformation sociale.  
05 46 44 63 21 ou 05 46 67 05 76  
dsouchet@club-internet.fr



**CDIJ (Centre Départemental Information Jeunesse)**

Information des jeunes dans tous les domaines qui peuvent les intéresser et notamment dans le secteur de la Solidarité Internationale (relais Ritimo). Atelier d'aide aux projets.  
05 46 41 16 36  
cdij17@yahoo.fr



**CFPE (Centre Français de protection de l'enfance)**

Ensemble, aidons l'enfant à se construire un avenir.  
06 77 90 79 64  
danielranger@yahoo.fr



**C.I.E.L.O (Coopération Internationale pour les Equilibres Locaux)**

ONG française soutenant le développement d'enfants, d'adolescents et de familles issus des milieux défavorisés au moyen de jeux et activités ludiques.  
05 56 31 86 64  
cielo95@hotmail.com



**LES CIGALES**

Agir localement pour l'appui aux projets de création ou développement de projets économiques.  
05 46 41 86 52 - 06 75 25 92 31  
cigales.poitou.charentes@gmail.com  
www.cigales.asso.fr



**CITE FRANCOPHONE**

Soutien aux pays d'Afrique qui souhaitent favoriser des échanges scolaires et universitaires par des expériences pédagogiques avec des établissements de La Rochelle.  
05 46 41 31 21  
citefrancophone.lr@alicepro.fr

**CITE JEUNES**

Promotion de toutes les actions en direction des jeunes particulièrement par des actions au Sénégal pour permettre aux jeunes des deux pays, au travers d'échanges croisés, d'élargir leurs horizons et enrichir leur vision du monde.  
06 83 85 40 82 - 05 46 00 09 90

**CLUB UNESCO**

06 62 47 23 20  
clubunesco.larochelle@clubs-unesco.org



**COORDINATION FEMMES 17**

Valorisation du rôle des femmes dans la société, lutte contre toute forme de discrimination à l'égard des femmes et création de nouveaux réseaux féminins d'échanges.  
05 46 34 91 59  
femmes17@yahoo.fr

**DOUROU**

Aide au développement en faveur du Village de Dourou, au Mali.  
05 46 67 41 70  
mireillecurtchet17@club-internet.fr



**EDD (Etudiants pour un Développement Durable)**

Association d'étudiants ingénieurs de l'EIGSI qui, par leur connaissances, aident les pays en difficulté afin de permettre leur développement.  
yvan.parat.09@eigsi.fr



**FRANCE AMERIQUE LATINE**

Faire connaître la culture des peuples d'Amérique Latine.  
06 10 13 54 90  
assofal17@yahoo.fr



**FRANCE BENEVOLAT**

Met en relation les bénévoles et les associations.  
05 46 43 83 08  
francebenevolat17@gmail.com



**FRANCE PALESTINE**

Soutient le peuple palestinien dans sa lutte pour la réalisation de ses droits nationaux et agit pour une paix réelle et durable, fondée sur l'application du droit international.  
cnid.afps.larochelle@orange.fr



**GARRIGUE**

L'objectif de Garrigue est la plus value sociale, en terme d'emplois stables, de vie démocratique, de respect de l'environnement et de lutte contre l'exclusion.  
05 46 35 08 31  
jp-renoux@wanadoo.fr



**GREF (Groupe des retraités éducateurs sans frontières)**

Participation à la conception et la concrétisation de projets éducatifs, la formation des acteurs de ces projets, la recherche de solutions aux problèmes rencontrés, l'élaboration et la mise en œuvre de processus d'évaluation.  
micheleseginaud@wanadoo.fr



**HANDICAP INTERNATIONAL**

Actions de développement dans les domaines de la santé, la prévention, l'insertion sociale et économique.  
06 81 40 32 36

jceleriercsohm@wanadoo.fr

**HORIZONS AFRICAINS**

Action pour le développement du Bénin par un regroupement de femmes préparant le sel traditionnellement, pour le financement d'une barque et grâce à des animations culturelles.  
06 74 23 76 70  
horizons.africains@yahoo.fr



**KANGABA**

Echanges culturels entre Bamako et La Rochelle, vente d'artisanat de qualité, mise en place de stages et séjours au Mali, organisation d'expositions photos, ateliers de cuisine africaine, de danse et d'initiation pédagogique aux cultures africaines auprès des écoles.  
06 22 35 27 62  
asso@kangaba.com



**PARLER FRANÇAIS**

Apprentissage et perfectionnement de la langue française pour un public étranger ou d'origine étrangère.  
06 81 33 84 63  
parlerfrancais2006@yahoo.fr

**PEUPLES SOLIDAIRES**

Peuples Solidaires agit contre les causes du mal-développement. Au Nord par une éducation à la citoyenneté internationale, et au Sud par le soutien à des citoyens et à leurs projets de développement.  
francoise.renaud2@orange.fr  
05 46 09 38 68  
aydelphin@sfr.fr  
05 46 37 32 13



**PLANETE SESAME**

Renforcer la cohésion sociale et l'égalité des chances, lutter contre les discriminations, et produire une cuisine du monde raffinée avec des produits du commerce équitable.  
06 68 55 36 08  
larochelle@planetesesame17.fr



**PLANETE URGENCE**

Favoriser les initiatives des citoyens du Sud, de leur transmettre des savoir-faire; pas de se substituer à eux.  
06 10 39 11 96  
loloshaye@hotmail.com - www.planete-urgence.org



**SECOURS POPULAIRE**

05 46 50 52 82  
contact@spf17.org  
www.spf17.org



**SOUDEAGAO**

Au cœur du projet : travailler, échanger et construire des tables d'écoliers pour l'école de Fiya (Mali).  
rod\_dam@yahoo.fr



**TERANGA AFRICA**

Un pôle d'échanges pour les cultures africaines.  
06 10 26 20 53  
teranga.cat@hotmail.fr

**UN ENFANT, UN CARTABLE**

Equiper des écoles du Siné Saloum au Sénégal en matériel scolaire. Construire des salles de classe quand celles-ci sont absentes. Les fournitures scolaires et tous les matériaux nécessaires sont achetés sur place pour favoriser le commerce local et ne pas alourdir leur « bilan carbone ».  
jc-brossard@orange.fr



**UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund) Fonds des Nations Unies pour l'enfance**

l'UNICEF agit pour protéger la vie des enfants dans le monde entier.  
05 46 50 68 57  
unicef.larochelle@unicef.fr



**VOILES SUR LE NEPAL**

Association humanitaire dont le but est d'apporter une aide financière et matérielle à la scolarisation d'enfants népalais.  
06 83 92 07 93  
voiles-sur-le-nepal@hotmail.fr



**WEO (Women's Experimental Organization)**

Donner aux femmes un moyen de se générer une nouvelle source de revenus. L'action se mène dans et hors de nos frontières au travers de l'idée de créer une marque d'objets qui auront la particularité d'être confectionnés par des femmes des quatre coins du monde.  
06 64 86 03 48  
associationweo@gmail.com





**Vendredi 22 avril**

## DESSINE MOI UN ARBRE

La Rochelle - Place Tabarly

14h

Opération en faveur de la reforestation en Haïti, en Indonésie, à Madagascar et au Mali.

**“Dessine moi un arbre”**

**Venez nombreux dessiner un arbre humain pour la journée de la terre**

**Rendez vous Place Eric Tabarly (devant l'aquarium)**

**le vendredi 22 avril à partir de 14h00**

Opération en faveur de la reforestation en haïti, en indonésie, à madagascar et au mali.

MON ARBRE NA TRIBU.COM

1€ = 1 ARBRE PLANTÉ

PLANÈTE URGENCE

PLANÈTE URGENCE ORG

**Vendredi 6 mai**

## LES C.I.G.A.L.E.S

La Rochelle - La Petite Marche (4, rue des Trois Fuseaux)

19h à 20h30

Réunions d'information

**Du 7 au 15 mai**

## FESTIVAL PLEIN SUD

Cozes

Festival des cultures d'Afrique... 21ème édition...

« Est-il besoin qu'un peuple disparaisse pour qu'on sache qu'il a existé » disait un sage.

N'attendons pas plus longtemps pour faire connaissance avec les peuples du SAHARA, avec leurs cultures, menacées de disparition, avec ces nomades solitaires et orgueilleux, de plus en plus contraints d'abandonner leur mode de vie traditionnel, de se sédentariser, chassés par la

sécheresse, mais aussi par le développement technologique, pour des motifs économiques et politiques.

Ces divers aspects seront présentés cette année au Festival Plein Sud pour sa 21e édition : le SAHARA trait d'union entre l'Europe et l'Afrique, cette mer de sable, dont les mystères et les richesses ont toujours attiré les Hommes, apportant des changements profonds, sans pour autant enrichir les populations.

C'est une belle leçon de vie que ces peuples nous transmettent, « une vie simple, pleine d'enseignements précieux pour nous qui avons fini par confondre l'accessoire, l'inutile, l'artificiel avec l'indispensable. » (Théodore Monod)

Nicole MENIER

Présidente de l'association Festival Plein Sud



**Jeudi 12 mai**

## Rencontre des Associations Rochelaise de Solidarité Internationale

La Rochelle - Salle Clos Margat

de 17h à 21h

Plus d'info dans l'Edito.

Merci de confirmer votre participation au 05 46 51 53 67

**Lundi 30 mai**

## LES C.I.G.A.L.E.S

La Rochelle - La Petite Marche (4, rue des Trois Fuseaux)

19h à 20h30

Réunions d'information

**Vendredi 2 juillet**

## LES C.I.G.A.L.E.S

La Rochelle - La Petite Marche (4, rue des Trois Fuseaux)

19h à 20h30

Réunions d'information